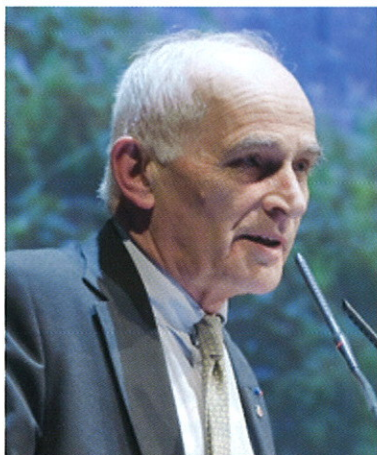


DOSSIER

► **Henri de Benoist**

Président

Association FERT

**Comment contribuer à
l'amélioration
des économies agricoles ?**

Henri de Benoist, diplômé de l'Institut National Agronomique de Paris, a commencé sa carrière à la tête de l'exploitation* familiale à la Bove dans l'Aisne. En 1964, il est élu Président de la jeune chambre économique de Laon. En 1968, il devient Maire de sa commune. Nommé secrétaire général de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB) en 1976, il en prendra la présidence en 1986. Premier vice-président et président de la commission économique de la FNSEA, président de la caisse régionale du Crédit agricole de l'Union Nord-est, il siège au Conseil économique et social. Depuis 2008, il préside l'association Fert, association de coopération internationale pour le développement agricole des pays en développement et émergents.

■ **Face aux enjeux de la démographie, du climat, du manque de terres, des marchés et de l'alimentation... quelle agriculture pour demain ?**
Entretien avec le président de FERT.

PCM : A quels défis l'agriculture doit-elle faire face aujourd'hui ?

Henri de Benoist : Le défi majeur, que nous connaissons tous, est de pouvoir produire suffisamment pour nourrir la planète dans les 20 ou 30 ans qui viennent puisque la population mondiale devrait augmenter de 30% à 40% d'ici 2050. Produire suffisamment implique d'augmenter la production car, non seulement, la population augmente mais elle change ses habitudes alimentaires. Les pays qui se développent évoluent d'un régime alimentaire 100% végétal vers un régime plus varié, plus carné. C'est déjà le cas dans des pays comme la Chine ou même l'Inde où la consommation de viande est en forte augmentation. Or pour faire 1kg de viande il ne faut pas 1kg de céréales, mais au minimum 4kgs de céréales. Pour augmenter la production de l'agriculture mondiale, sans détruire les forêts primaires dans des zones comme le Brésil ou l'In-

donésie, il faudrait plutôt augmenter la production à l'hectare que d'espérer gagner de nouveaux hectares.

En France, par exemple, pour urbaniser, réaliser les infrastructures, nous perdons environ 1 département tous les 10 ans au niveau de superficie agricole utile. C'est un défi pour la plupart des régions du monde, même si en Afrique il y a sans doute des possibilités mal exploitées de cultiver sur des terres non exploitées telles les savanes par exemple. Le défi est d'augmenter la production agricole pour nourrir les hommes mais aussi pour relayer la chimie parce que le pétrole n'est pas éternel et que les produits agricoles sont plus facilement biodégradables. On sera de plus en plus à la recherche d'énergies dites renouvelables et de produits naturels pour s'habiller, participer à la construction des maisons etc. Cela implique d'utiliser des terres agricoles pour produire du lin,



D.R.

En agriculture, l'offre ne peut pas s'ajuster à la demande en fonction des variations des marchés.

du chanvre, du coton, de la laine... On se trouve là devant un autre défi qui est d'augmenter la production agricole sans détériorer la nature, en protégeant l'environnement.

C'est un défi pour les agronomes mais il est possible d'améliorer les rendements sans salir la planète, c'est-à-dire sans trop soigner ou trop nourrir les plantes mais en ajustant les doses. Par exemple, on sait qu'il faut 3 unités d'azote pour un quintal de blé, si on en met 5 unités, ce sont 2 unités qui pollueront les eaux superficielles et les nappes profondes. Il s'agit de ne pas tomber dans l'excès. Ne pas dire que la chimie est épouvantable car nous renoncerions à nous soigner. En cultivant mieux, on peut produire plus à l'hectare, sans pour autant

revenir à une culture sans chimie car il faut soigner les plantes comme on se soigne nous-mêmes. Il s'agira de produire plus, plus proprement et aussi avec une plus grande variété de qualités, mieux adaptées aux besoins et au mode de vie des gens. S'il faut faire de l'éthanol avec du blé, on n'utilisera pas le même blé que celui avec lequel on ferait du pain. On choisira des qualités de blés qui seront peut-être plus productifs, qui feront plus d'amidon mais moins de protéines, caractéristiques nécessaires pour la production d'Ethanol. En clair, il faudra plus segmenter les marchés.

PCM : Produire plus est-il compatible avec la fluctuation des marchés agricoles ?

Henri de Benoist : Quand on parle

de fluctuations de marchés agricoles, il faut prendre en compte un certain nombre de facteurs, à commencer par la variation de la production agricole à laquelle on ne peut rien, c'est à dire celle qui est due au climat. Elle est de plus de 10% par an en moyenne. Si on prend l'exemple du blé qu'en tant que céréalier je connais bien, les échanges mondiaux sont à peu près de 110-120 millions de tonnes par an pour une production de 650 millions de tonnes. Sur ce marché, une variation de 10% de la production annuelle représente donc plus de la moitié des échanges mondiaux et on comprend très vite qu'une telle variation peut entraîner quelques problèmes d'alimentation du marché mondial. Rien que le phénomène climatique « *El Nino* » produit d'énormes variations de production

en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et en Australie, des variations de plus de 10%. L'Amérique du Nord, l'Argentine, l'Amérique du Sud et l'Australie sont parmi les seules zones du monde qui peuvent produire suffisamment pour nourrir d'autres populations que la leur.

La production est d'abord et tout simplement tributaire du climat. Que faut-il faire ? Arbitrer sur les marchés financiers ? Les marchés à terme sont sans doute une méthode de régulation mais je ne vois pas à quoi cela peut servir, sauf à fixer un prix de vente. Si personne n'achète et bien les gens mourront de faim. Quand les prix flambent pour cause de mauvaises récoltes cela provoque les émeutes de la faim que l'on connaît en Afrique et ailleurs. Un peu de bon sens voudrait dire qu'il faut des stocks de sécurité. Mais cela coûte cher car on ne fait qu'une récolte par an, ce que beaucoup de gens ont tendance à oublier. Avec une récolte par an on ne va pas stocker pour un mois, mais pour un an au moins, d'une récolte à l'autre. Qui paye ces stocks de sécurité ? Est-ce que ce sont les pays qui peuvent produire un peu plus comme le faisait l'Europe qui le fait moins maintenant ? Ou les pays de l'hémisphère Nord, l'Argentine et l'Australie, les deux seuls exportateurs de l'hémisphère Sud ? Ou les pays qui consomment ? Faisons payer en fonction du PIB du pays par exemple.

L'offre ne peut pas s'ajuster à la demande via les marchés en matière

agricole, sinon avec des variations telles que cela provoque des famines. La mort des paysans africains est due à la politique de braderie que nous avons menée chez eux avec nos produits parce que nous avons suivi les Américains qui font la politique agricole mondiale depuis toujours, et la Banque mondiale qui prônaient le libéralisme absolu. En vendant à des prix subventionnés par les contribuables, nous avons empêché l'agriculture vivrière de se développer en Afrique alors que l'Afrique pourrait se nourrir elle-même. Si l'on veut nourrir la planète, il faut conserver des stocks mais aussi donner la possibilité à des régions du monde d'augmenter leur production pour se prendre en main elles-mêmes.

PCM : Quelle est la démarche de Fert, association française de coopération internationale ?

Henri de Benoist : Notre démarche est de dire que la solution à apporter aux pays en développement et émergents n'est pas d'injecter de l'argent mais d'aider les agriculteurs à s'organiser entre eux pour à la fois améliorer leurs conditions de vie et de travail et contribuer à assurer la sécurité alimentaire de leur pays. Dans ces pays, comme c'était le cas en Europe aussi, le drame de l'agriculture en général est que les agriculteurs sont tous concurrents les uns par rapport aux autres et tous très petits par rapport au marché. Pour peser sur un marché, on dit qu'il faut à peu près peser 10%, c'est la loi économique, mais la réalité agricole est autre.

Fert explique aux agriculteurs qu'il faut qu'ils se regroupent pour mieux peser sur les acteurs de la vie économique, qu'ils soient moins dispersés, et les accompagne dans la création d'organisations (groupements de producteurs, coopératives, caisses de crédit agricole, centres de formation ...) pour leur permettre d'apporter des solutions durables aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts.

C'est ce que nous faisons, par exemple, à Madagascar où Fert est présent depuis un peu plus de 20 ans. Mais aussi dans certains pays d'Afrique, du Maghreb et jusqu'en Albanie pour un projet lié à l'arboriculture et en Géorgie dans une région d'élevage de vaches laitières. Avec à chaque fois le même discours : n'attendez pas tout des autres, regardez autour de vous, vous avez des voisins avec qui travailler, organisez vous pour peser plus auprès des pouvoirs publics, définissez ce dont vous avez besoin, on va vous aider, vous accompagner mais pas faire à votre place. Nous pensons que cela commence très tôt par une prise de conscience, aussi nous menons, exceptionnellement, une mission en France pour sensibiliser et éduquer des jeunes en formation agricole aux questions de développement rural et à la solidarité internationale. Il faut faire « lever la pâte » et cela commence par l'enseignement. ■

Propos recueillis par Lena Rose